

5ÈME FORUM MONDIAL DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

DÉCLARATION FINALE



Cordoba, Argentine
26 mai - 1 juin 2021

Le **5e Forum mondial sur le développement économique local** s'est tenu dans la ville de Cordoba, en Argentine, du 26 mai au 1er juin 2021, dans un contexte mondial imprévu et dramatique en raison **des effets de la crise sanitaire mondiale** provoquée par le COVID-19, sans que cela ne soit un obstacle à la couverture d'un événement crucial pour les gouvernements locaux et régionaux du monde entier.

Une crise globale qui a **montré la fragilité de nos territoires**, et qui a impacté toutes les sphères sociales, tous les acteurs et les institutions elles-mêmes aux différents niveaux de gouvernement, aggravant les situations de vulnérabilité et d'inégalité.

Dans ce contexte, le **Forum mondial pour le développement économique local** s'est imposé comme un **processus de plaidoyer mondial**, initié il y a une décennie, visant à **améliorer le dialogue politique et institutionnel** entre les acteurs impliqués dans la vie locale et régionale. Le Forum **promeut des alliances** pour un développement qui comprend la croissance économique comme un moyen de parvenir à des **sociétés cohésives et durables** ; partageant des idées, des objectifs, des bonnes pratiques et des initiatives innovantes.

Le 5e Forum a accordé une attention particulière aux **nouvelles possibilités** de promouvoir des politiques territoriales fondées sur des critères d'efficacité économique, d'équité et d'équilibre écologique, qui impliquent fondamentalement de reconsiderer et de promouvoir de nouveaux modèles de production et de nouvelles formes de consommation, toujours dans le but d'atteindre un niveau de vie qui respecte la dignité humaine de tous les habitants.

Le 5e Forum a montré que les territoires sont des espaces de **production de connaissances et d'autonomisation sociale**, capables de créer de la valeur sociale et économique, où les gouvernements locaux et régionaux et leurs services publics de base jouent un rôle fondamental en tant que garants de l'accès des citoyens à la santé, à l'eau, à l'assainissement, à l'éducation, à l'emploi ou au logement.



Le 5e Forum a fourni un **cadre de référence et un espace de réflexion**, d'échange d'expériences et de débat, fondé sur **l'engagement et la coresponsabilité** des acteurs participants. Sur la base des axes thématiques et de la dynamique autour desquels elle a tourné, la délégation du 5ème Forum reconnaît et accepte :

Dans la sphère politico-institutionnelle

- 1. Promouvoir des processus de renforcement politique et institutionnel**, afin de faire face à la fois à des situations de crise soudaine et à des phénomènes globaux, en renforçant les institutions démocratiques, en dynamisant les services publics, en améliorant la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, en augmentant la résilience face aux situations de fragilité et en favorisant la mise en réseau des gouvernements locaux et régionaux.
- 2. Promouvoir l'incidence politique des gouvernements locaux et régionaux** et de leurs associations, en mobilisant leur capacité de leadership, en augmentant leur présence sur la scène internationale en tant qu'acteur clé pour atteindre des objectifs et des cibles tels que ceux engagés dans le cadre de l'Agenda 2030 du système des Nations Unies, et en promouvant la coopération internationale et les dynamiques de coopération Sud-Sud et triangulaire qui favorisent des alliances plus efficaces, égalitaires et horizontales entre les territoires.
- 3. Renforcer les partenariats** à plusieurs niveaux et la collaboration entre les villes et les réseaux urbains et ruraux, en favorisant la planification stratégique, en soutenant les chaînes de valeur, en promouvant la création d'emplois décents et en valorisant les économies locales et les modèles économiques sociaux, solidaires et durables.
- 4. Promouvoir une approche territoriale** qui garantisse le dialogue social, l'innovation et les relations de coopération et de

coresponsabilité entre tous les acteurs du territoire, y compris le secteur du travail.

5. Promouvoir les **processus de décentralisation et accroître les compétences des gouvernements locaux et régionaux**, ainsi que le financement adéquat par les gouvernements nationaux, afin d'offrir de meilleurs services sur le territoire.

Dans le domaine de l'innovation

6. Promouvoir **les modèles et pratiques économiques territoriaux tels que l'économie sociale et solidaire**, l'économie verte, l'économie circulaire, entre autres, non pas de manière marginale, mais comme de véritables moyens de générer de la richesse, de l'inclusion et de l'égalité et de favoriser une réponse plus efficace aux défis locaux et mondiaux. Il est donc essentiel que ces modèles et pratiques soient pleinement intégrés dans les politiques publiques, les systèmes et structures de planification et de soutien aux processus de développement local.
7. Reconnaître le travail fondamental **des entreprises en tant qu'agents clés** dans le processus de développement territorial, en particulier celles qui réalisent des expériences d'innovation, de génération de richesse et d'emploi, de dynamisation des écosystèmes territoriaux, de promotion de la diversification et de la transformation productive dans les secteurs émergents et traditionnels. Une attention particulière devrait être accordée à la stimulation de la création de nouvelles entreprises et au soutien de la survie et de la croissance des micros, petites et moyennes entreprises ayant un potentiel innovant.
8. Faire une mention spéciale à **l'économie sociale et solidaire**, qui est profondément ancrée dans les processus de développement local et est reconnue comme un moteur clé des dynamiques de transformation au niveau local. Sans aucun doute, elle doit être reconnue comme l'un des principaux moteurs du développement

économique, de la coopération entre les villes et de la transition verte vers un nouvel équilibre mondial.

9. Encourager l'**innovation dans les processus de transformation numérique et de transition énergétique**. Les collectivités locales et régionales doivent être le fer de lance de la révolution numérique et de la transition énergétique, qui présentent un énorme potentiel de création d'emplois. Les capacités des gouvernements et des professionnels du secteur public dans ces domaines doivent être renforcées.
10. Renforcer le **secteur public et la gestion publique** des services de base à tous les niveaux de gouvernement, en particulier dans les compétences qui sont essentielles pour la transformation de nos territoires et la réduction des déséquilibres.

Dans le domaine de l'égalité et de la cohésion

11. Promouvoir des **mécanismes de financement et des modèles commerciaux équitables** qui augmentent l'accès au capital pour les acteurs économiques, ainsi que les instruments de financement social promus par les organisations étatiques et internationales, en les adaptant aux initiatives entrepreneuriales.
12. Générer une **cohésion territoriale et interterritoriale**, en réduisant les disparités entre les territoires, notamment entre les villes et les zones rurales, ainsi qu'entre les territoires du Nord et du Sud de la planète, en améliorant les synergies et la coopération internationale et locale.
13. Renforcer les stratégies de genre et promouvoir les processus et mécanismes définitifs qui permettent, une fois pour toutes, d'atteindre la **pleine égalité entre les femmes et les hommes** dans toutes les sphères de la société et dans toutes les positions de

représentation sociale, politique ou économique, élément essentiel pour un développement économique local basé sur la pleine équité.

14. Renforcer les pratiques **des entités de la société civile**, en particulier les organisations qui regroupent les producteurs de l'économie informelle et celles qui développent des activités inhérentes à l'État ou complémentaires à celui-ci, en renforçant les liens sociaux et institutionnels qui favorisent la diversité et la durabilité.

Dans le domaine de l'emploi

15. Encourager le **dialogue social** entre les acteurs sociaux et économiques et promouvoir les processus de transition vers l'économie formelle, en reconnaissant le travail de ceux qui travaillent dans l'économie informelle, qui génèrent tous une activité sociale et économique et qui ont tous droit à un travail décent et de qualité.

16. Renforcer les systèmes et les espaces de connaissance pour l'**éducation**, tant l'enseignement supérieur que la formation professionnelle, ainsi que la formation, le renforcement des capacités et l'apprentissage tout au long de la vie liés aux systèmes productifs et à la création d'emplois de qualité et de compétences qui améliorent l'employabilité des personnes, en renforçant les capacités de gestion et d'adaptation dans les secteurs public et privé.

17. S'engager à appliquer et à promouvoir **les droits de l'homme** dans tous les domaines du développement local et promouvoir la construction d'une culture de la paix.



Les entités organisatrices du 5ème Forum Mondial, après le processus de réflexion et d'échange à la recherche **des voies d'une relance durable et**

inclusive, et sur la base des contributions apportées, s'engagent à continuer à travailler au renforcement du développement économique local, notamment :

- (i) Partager des mécanismes de réponse et de résilience pour **faire face aux risques, aux crises ou aux situations d'urgence** qui minimisent les impacts sur les personnes, les emplois de qualité, les économies et les institutions et contribuent à un redressement durable.
- (ii) Donner la priorité et promouvoir **l'innovation, les solutions technologiques et la réorientation des modèles de production et de consommation vers la durabilité, l'équité et la cohésion**, en renforçant la capacité à générer de la richesse et de l'emploi tout en répondant aux situations non résolues d'inégalité sociale, de précarité de l'emploi, d'exclusion, de migration forcée, de discrimination de genre et d'autres facteurs qui entravent la formation d'une citoyenneté libre.
- (iii) Renforcer le **dialogue social** entre les organisations d'entreprises, les syndicats et les gouvernements locaux et coresponsabiliser **tous les acteurs du développement**, en favorisant les alliances, en améliorant la coopération, en orientant raisonnablement et progressivement les politiques vers des modèles économiques verts, efficaces et durables, afin de faire face aux nouveaux défis dans un monde à la fois global et local.
- (iv) Maintenir **le processus de réflexion et de débat**, en promouvant la mise en réseau et le plaidoyer politique dans les espaces à plusieurs niveaux et les forums internationaux, en approfondissant les axes présents dans le 5e Forum mondial tels que **l'innovation territoriale, les nouveaux modèles de production durable et le travail décent, stable et de qualité**.

Et encourager toutes les entités participantes à se joindre à ces initiatives.



Le Comité international apprécie, reconnaît et remercie les efforts du Comité national dans l'organisation de ce 5ème Forum mondial, qui a réussi à être mené à bien même dans des situations extraordinaires.

Après cinq jours de débats, nous considérons plus que jamais pertinent le processus du Forum Mondial sur le Développement Economique Local et le processus de gestion des connaissances, des politiques, des actions et des partenariats qu'il implique. Par conséquent, nous appelons à une révision du système de gouvernance et de partenariats pour amplifier le potentiel du Forum Mondial sur le Développement Economique Local, ainsi qu'à la création d'un secrétariat permanent HUB - Forum Mondial sur le Développement Economique Local pour assurer le processus inter-forum.

Le Comité international ouvrira, à partir de septembre 2021, un processus de candidatures pour accueillir le VIe Forum mondial du développement économique local, où nous espérons nous retrouver, mais en personne".

Cordobe, 1er juin 2021